

WEINBERG, William. J. *War on the Land. Ecology and Politics in Central America*. London (Engl.), Zed Books, 1991, 220 p.

Gabrielle Lachance

Volume 23, numéro 4, 1992

Le droit international humanitaire (droit international des conflits armés)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703108ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703108ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachance, G. (1992). Compte rendu de [WEINBERG, William. J. *War on the Land. Ecology and Politics in Central America*. London (Engl.), Zed Books, 1991, 220 p.] *Études internationales*, 23(4), 909–912. <https://doi.org/10.7202/703108ar>

siles en 1962 et proposent l'adoption d'une méthode similaire pour mieux comprendre les positions actuelles de chacun de ces pays.

Comme il se doit, la fin est réservée aux conclusions et celles-ci ne sont pas très réjouissantes pour les Latino-américains. L'Amérique latine n'a jamais été une région intéressante pour l'URSS et de la même façon qu'à l'époque où l'URSS était une grande puissance elle ne s'occupait pas beaucoup de ce qui se passait en Amérique latine, on doit encore s'attendre à peu de la part de l'URSS tant que perdureront ces énormes problèmes internes.

La cause principale de ce repli a été l'incapacité de l'économie planifiée soviétique à faire face aux dépenses militaires et extérieures et de les investir dans l'économie interne en un dernier effort pour améliorer la situation sociale. Face à cette situation, l'URSS n'a eu d'autre alternative que d'admettre que le dynamisme du capitalisme l'avait dépassée et, à partir de cette réalité, adopter un rapport strictement économique dans ses relations avec le reste du monde.

Pour le Tiers-Monde – tel que le signale Karen Brutents – le «*novoe myshlenie*» a signifié rester en dehors des priorités de l'URSS et reconnaître que la nature de ses rapports économiques était incompatible avec la nouvelle interprétation soviétique des relations internationales. Cette nouvelle politique économique a touché beaucoup plus profondément les pays qui dépendaient de l'URSS, dont Cuba, et qui se sont trouvés soudainement face à l'incertitude d'affronter l'avenir sans l'appui du principal partenaire commercial d'autrefois. L'aban-

don de l'aide à ce pays a été important, comme le démontrent le manque de produits et les appels à la résistance, preuves irréfutables que les solutions aux problèmes de la population cubaine ne sont pas pour bientôt.

Dans ce contexte, certains Russes voudront maintenir l'ancien niveau des rapports avec Cuba, tel que le souligne Sergo Mikoyan, mais la fragilité économique et l'attention donnée aux nouvelles relations avec les États-Unis empêcheront le Kremlin de prendre des initiatives qui pourraient être considérées comme contestataires par les «*maîtres du nouvel ordre mondial*». Par conséquent, à moyen et long terme, le panorama n'est pas très prometteur pour l'Amérique latine quoiqu'il se peut que des rapports économiques profitables puissent s'établir tant que durera la transition vers l'économie de marché, selon l'avis d'Ilya Prizel. Ainsi, il est vraisemblable que dans les cocktails diplomatiques, nous les Latino-américains, pourrons partager une bonne vodka avec les Soviétiques car nos relations politiques seront excellentes, mais, en ce qui concerne les profits économiques de la transformation de l'ancien empire en économie de marché, ce seront d'autres qui en savoureront les fruits.

Mauricio LLAYER

*Centre d'Études des Relations internationales de l'Amérique latine (CERIAL), Argentine*

WEINBERG, William. *J. War on the Land. Ecology and Politics in Central America*. London (Engl.), Zed Books, 1991, 220 p.

Depuis les débuts de la colonisation, les conquérants – Britanniques, Français, Hollandais et Portugais – ont invoqué des alibis de toutes sortes pour justifier le maintien de leur emprise sur la région. Il en est de même des États-Unis depuis le siècle dernier. Dans ce livre, l'auteur cherche à démontrer que les causes réelles de la crise politique et de la guerre en Amérique centrale se trouvent dans l'usage qu'on y fait de la terre et dans la lutte impitoyable qu'on mène pour y accéder. Par ailleurs, en détruisant la terre, la guerre provoque à son tour une véritable crise écologique dont les effets déborderont le cadre régional. Politique et écologie sont interreliées, du moins en Amérique centrale.

Dans un premier temps, l'auteur fait l'exégèse de la crise. L'Amérique centrale est une des régions du monde les plus diversifiées biologiquement. Les Espagnols l'ont exploitée pour sa richesse agricole et ont réduit la population indigène à l'esclavage pour cultiver la terre. C'est ainsi que l'Amérique centrale, en produisant d'abord pour l'exportation, a été condamnée à la dépendance. Un tel système a causé la mort ou la migration de milliers d'Indiens, concentré la terre entre les mains de quelques grands propriétaires, et diminué d'autant la portion nécessaire à la culture de subsistance traditionnelle des indigènes. Les troubles sociaux et les guerres s'expliquent d'abord et avant tout par la volonté de reconquérir les terres extorquées aux paysans.

Dans un deuxième temps, l'auteur passe en revue les sept pays de l'Amérique centrale pour évaluer l'ampleur du problème écologique de cette ré-

gion. Il observe, d'une part, comment la culture intensive du coton et du café, l'usage soutenu des pesticides, l'élevage bovin d'envergure et l'entreposage massif de déchets industriels ont éloigné les populations indigènes et paysannes de leur habitat naturel et les ont reléguées dans les forêts tropicales et les flancs de montagne. Par ailleurs, il démontre comment la militarisation de l'Amérique centrale a affecté l'écologie de chaque pays de cette région et n'a réussi qu'à aggraver la crise qu'elle devait résoudre.

- Au Guatemala, l'industrie du bétail a obligé la relocalisation des Mayas, ce qui a provoqué des troubles sociaux, le massacre de ces populations et la destruction des forêts tropicales du pays.
- Au El Salvador, le renvoi des paysans de leurs terres, après une longue histoire de violence et de répression, s'est terminé par le déclenchement d'une guerre civile en 1980. L'armée salvadorienne, soutenue par les États-Unis, a répondu par la destruction du milieu qui maintenait la vie dans les régions peuplées de sympathisants de la guérilla.
- Au Honduras, la distribution de la terre a été plus équitable, mais l'absence d'oligarchie locale a laissé un vacuum politique qui a été comblé par les compagnies bananières, la CIA et le Pentagone. En 1980, le pays a été militarisé au moment où il est devenu un relais pour l'armée nicaraguayenne avec, comme conséquence, le déplacement des paysans, l'explosion de troubles sociaux et une grave déforestation.

- Au Nicaragua, la révolution sandiniste a voulu assurer une juste distribution de la terre. Le développement de modèles alternatifs, de technologies appropriées et d'une agriculture écologique a été promu, mais la CIA a orchestré une contre-révolution qui a conduit le peuple nicaraguayen à une guerre de survivance.
- Le Costa Rica a une longue tradition de neutralité et de démocratie et un ambitieux programme de préservation de la nature. Cependant, l'industrie du bétail a conduit à une rapide déforestation, à un début de révolte des paysans et à l'émergence de nombreux groupes paramilitaires de droite pour la réprimer. La volonté de faire du Costa Rica un relais des troupes contre-révolutionnaires du Nicaragua risque non seulement de mettre fin à la tradition de paix et de neutralité du pays mais de transformer les aires protégées en zones militarisées.
- Au Panama, la déforestation rapide contribue à l'épuisement des bassins hydrauliques qui alimentent les immenses écluses du canal océanique et peut obliger la construction d'un deuxième canal, ce qui signifierait une destruction écologique accrue et une menace à l'autonomie des peuples Kuna et Choco.
- Bélize est la nation la moins peuplée et la moins développée de l'Amérique centrale. C'est ce qui l'a épargnée de la destruction écologique et de la militarisation, mais des propositions récentes de développement indiquent que des

changements pourraient survenir dans un avenir rapproché.

La troisième partie propose quelques éléments de solution, la première étant la préservation du territoire pour assurer la paix. Déjà, des environnementalistes ont développé des composantes écologiques au plan de paix régional, mais les conditions adverses sont nombreuses et pèsent lourd sur ce processus. Quant au problème de la population, les points de vue diffèrent. Alors que les leaders des sociétés transnationales, des banques et des gouvernements du Nord font la promotion du contrôle démographique pour résoudre le problème écologique, les éléments de gauche en Amérique latine pointent du doigt les injustices sociales qui maintiennent les populations locales dans la pauvreté et l'ignorance. On sait maintenant que la chute démographique des pays du Nord s'explique en grande partie par la hausse du niveau de vie. La solution globale suggérée est une révolution dans le mode de vie légué par le modèle de civilisation industrielle, l'instauration de plus de justice dans les rapports entre nations, et une pratique de solidarité vraie entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Le volume a son intérêt, surtout en raison de l'originalité de l'approche. Il confirme l'emprise politique des États-Unis, décrite dans d'autres études de nature historique ou socio-économique. La recherche est surtout empirique et descriptive. On peut déplorer la faiblesse de la troisième partie. Sur le plan scientifique, on aurait souhaité plus de rigueur dans la composition : une introduction générale qui présente la problématique et la façon de l'aborder, des introduc-

tions aux diverses sections qui campent chaque étape de la démarche, une conclusion qui articule de façon synthétique les résultats de l'étude. Malgré tout, le volume demeure un ouvrage de référence intéressant.

Gabrielle LACHANCE

*Directrice générale  
Développement et Paix, Montréal*

## EUROPE

BÉRAUD, Sylvestre. *Le Groupement Européen d'Intérêt Économique*. Genève, Institut universitaire d'études européennes, 1991, 207 p.

L'environnement économique devient toujours plus difficile : le savoir-faire technologique demande des investissements plus élevés, les incertitudes macro-économiques augmentent de plus en plus, la concurrence devient plus globale et plus intense. Pour de nombreuses entreprises de la Communauté européenne, cela signifie la nécessité de la coopération basée sur la confiance et la synergie de groupe. Il semble que ce soit une des voies pour réussir sur le marché unique européen. C'est une thèse principale avancée par Sylvestre Béraud en douzième page de son livre. Il comprend six chapitres dont les trois constituent la première partie consacrée à la genèse du Groupement européen d'intérêt économique (GEIE). Dans le premier chapitre, l'auteur présente la recherche d'un instrument de coopération dans la Communauté européenne. Pour permettre aux entrepri-

ses de pays membres de réaliser leurs projets multinationaux, la Commission a publié en 1988, un mémorandum visant à relancer l'idée d'une société européenne dont l'introduction pourrait supprimer les divergences entre les réglementations existant dans les États membres, notamment quant à la structure interne des sociétés, aux pouvoirs des administrateurs, aux droits des actionnaires et des travailleurs. Les discussions sur les projets, il y en avait plusieurs, d'une société européenne durent depuis 1959, quand la France a proposé la constitution d'une nouvelle forme de la société.

Le deuxième essai de supprimer les obstacles pour la coopération européenne entre les entreprises était le Groupement européen de coopération (GEC). Proposé en avril 1978 par la Commission en tant qu'un instrument juridique permettant aux entreprises de collaborer à la réalisation de buts déterminés, le GEC n'avait jamais été approuvé par le Conseil. Selon l'auteur les obstacles à l'adoption d'un règlement GEC sont liés à l'interprétation du droit communautaire de la concurrence et aux autres questions juridiques, telles que le champ d'application de cet instrument et la part qui est laissée à régler au droit national.

Avant de passer à la question du GEIE M. Béraud analyse dans le deuxième chapitre les aspects juridiques du Groupement d'intérêt économique (GIE ; le GEIE est la forme européenne du GIE de droit français) et il le juge très favorablement comme un outil de coopération non seulement au plan national mais aussi international, d'autant plus que le GIE répond